

Il y a un autre facteur qui complique le problème de l'aide au sud-est de l'Asie. D'autres organismes s'en occupent: il nous faut donc veiller à ne pas y lancer trop de sociétés et rendre ainsi le mécanisme trop compliqué. Les Nations Unies, chargées du sud-est de l'Asie et examinant la situation depuis quelque temps ont rédigé des rapports qui l'expliquent à fond. Le "quatrième point" du programme des États-Unis se rapportera autant au sud-est de l'Asie qu'aux autres parties du monde. Le Bureau de la I.L.O. et l'Organisation de l'alimentation et de l'agriculture, cette dernière en vue de l'augmentation de la production d'aliments, ont enquêté sur les possibilités d'action là-bas. Il n'y a rien de plus important à cet endroit. Nous, du Commonwealth, faisons non seulement notre possible, mais assurons-nous que cette activité ne contrecarre pas celles provenant d'autres endroits, ou ne chevauche pas sur elles.

M. GREEN: N'y a-t-il pas limite de temps? Si le secours n'est pas donné tôt, ne sera-t-il pas vraisemblablement inutile?

L'hon. M. PEARSON: Sans doute, mais ce genre de distribution de secours internationaux d'habitude est très difficile et prend du temps, parfois trop. Un grand besoin du moment, qui pourrait très vite se combler, c'est l'aide dans le domaine technique. Il n'en coûterait guère de fonder sous les auspices du Commonwealth ou des Nations Unies un institut de génie hydraulique ou d'irrigation en un pays comme le Pakistan, afin d'enseigner à la population comment exécuter les programmes d'irrigation qui ont une telle importance pour elle. Un coin du sud-est de l'Asie pourrait être le centre convenable.

Rien ne rendrait plus service à l'Inde que l'établissement d'un institut d'alimentation du Commonwealth, à New-Delhi, dont profiteraient tous les pays du sud-est de l'Asie. En Indonésie, il y a 63 millions de gens qui viennent de conquérir leur indépendance. On m'a dit, quand j'étais là, que la difficulté la plus sérieuse était de trouver des administrateurs éprouvés. Un institut d'administration publique en Indonésie, sous les auspices des Nations Unies, du Commonwealth ou sous des auspices internationaux, serait fort utile. C'est à cela que nous pensons.

M. GREEN: Le Canada est-il prêt à envoyer immédiatement de tels secours dans le domaine technique? Je me le demande, car autant que je sache il n'y a rien de prévu aux crédits pour cette dépense, et après l'ajournement de la Chambre pourra-t-on prendre des démarches pour aider cette population d'ici l'an prochain?

M. STICK: Ce problème est complètement lié à celui de l'instruction, en Orient. Si vous y envoyez enseigner des experts dans le domaine technique et si la masse n'a pas reçu le niveau convenable d'instruction de base, vous n'irez pas loin. C'est une question d'instruction.

M. GREEN: Puis-je recevoir une réponse?

L'hon. M. PEARSON: A propos de secours dans le domaine technique, nous avons déjà mené là-bas une ou deux enquêtes particulières en certains pays, sur les pêcheries. Le Ministère a étudié la question d'envoyer des experts en deux pays. Cela ne pouvait se réaliser rapidement, car après constatation par le Ministère de ce que nos experts en pêcheries sont extrêmement occupés ici, l'un des pays a obtenu des experts de Norvège, et ils y sont déjà rendus. On demande ordinairement à quatre ou cinq pays—et l'on fait bien d'agir ainsi.

M. GREEN: Le Canada a-t-il envoyé de l'aide jusqu'à maintenant?